

# Ici, Ensemble

Le Journal de ceux qui veulent le Pays pour tous

Prix : 1 €

~ *Editorial* ~

---

## *Pour une puissance des gens, à distance de l'Etat*

---

Au niveau mondial des pensées et des actions nouvelles se cherchent, sont en travail se manifestent ; au travers du mot d'ordre "**Prendre la place**" des expériences, des tentatives ont lieu, et des affirmations commencent à sortir. Il est certain que chacune de ces situations (*Espagne, Turquie, Egypte, Brésil...*) est particulière et doit être réfléchi en tant que telle, mais il y a assurément de nouvelles subjectivités politiques à l'oeuvre.

Il ne s'agit pas de rassembler tous ces mouvements derrière une grande bannière ou derrière "*un sens de l'histoire*" : cela ne ferait que nous laisser aveugles à toute

nouveauté, nous laisser loin des questions contemporaines de la politique auxquelles nous sommes confrontés.

Il ne s'agit pas non plus de s'en réclamer au travers de mots d'ordre généraux qui n'apportent rien, car trop vagues et reposant sur des événements auxquels nous sommes complètement extérieurs.

Nous proposons plutôt une autre pensée, une autre méthode, une autre façon de faire pour aborder cette nouveauté :

Nous proposons d'y réfléchir à partir de notre propre travail en situations, de nos propres expériences dans des processus, de notre propre pensée en travail dans ces processus mêmes.

Quelques points, quelques pistes :

**1) Trouver et mettre en oeuvre des affirmations, en situation, sur soi-même, à partir de soi-même et sur ce qu'on veut pour tous.**

Quand des gens se nomment eux-mêmes, disent qui ils sont réellement, et quelle est la situation qui leur est faite, ce n'est plus l'Etat qui le fait et qui impose sa vision des choses, sa vision du réel. Et à soi seul, cela transforme déjà les situations.

Ainsi, quand des habitants d'un quartier disent "nous ne sommes pas de la poussière" face à la politique de la mairie qui veut les déloger de force, il est dit beaucoup plus qu'un refus. Il est affirmé une idée de soi-même qui s'adresse à tous et qui permet de reconsidérer chacun à l'aune de cette affirmation.

Il en a été de même quand des ouvriers sans-papiers ont mené bataille pour affirmer qu'il n'étaient pas des clandestins, mais bien des ouvriers d'ici.

**C'est l'enjeu d'une véritable bataille :**

qui décide de comment nommer les gens, comment nommer les situations et le réel ?

Suivant qui l'emporte, la situation change : dans l'exemple cité plus haut, les gens ne sont plus "des habitants des quartiers sensibles pour qui il faut décider", mais des habitants qui affirment que le mépris à leur encontre doit cesser, et qu'ils peuvent dire eux-mêmes où et dans quelles conditions ils veulent être logés, ce qu'ils pensent de leur quartier etc...

Cela permet de se libérer de la pensée de l'Etat, donc de son prescriptif ; cela permet d'avoir sa propre pensée, d'oser la confronter à d'autres, de la mettre en travail, d'énoncer son propre prescriptif.

(Il en est de même pour la catégorisation "immigrés" ou "chômeurs" etc...)

**C'est là une façon bien réelle de "prendre la place", d'être libre.**

**2) L'Etat ne doit plus être au centre de la pensée, de l'action : le pouvoir n'est la clé de rien d'autre que de lui-même.**

Le pouvoir, les places : tout cela doit être clairement identifié comme ce que nous ne cherchons pas, car être du dispositif étatique empêche à un moment donné d'être internes aux processus politiques des gens eux-mêmes, aux situations singulières. **C'est pour cela que nous parlons de la nécessité de tenir une distance à l'Etat, et oeuvrons à la faire exister.**

Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement que nous n'agissons pas et ne pensons pas à partir des injonctions étatiques, mais bien à partir de ce qui arrive aux gens et de ce qu'il est possible de déployer dans le cadre d'un "pour tous". **Cela demande des dispositifs autonomes qui ne décident qu'à partir d'eux-mêmes.**

S'il faut rencontrer l'Etat à tel ou tel moment, nous le faisons, mais ce n'est pas la raison première de notre travail, c'est une conséquence d'une bataille, d'un processus, c'est éventuellement une négociation à partir d'un prescriptif que des gens portent. Le but n'est pas de prendre le pouvoir pour appliquer la volonté des gens, mais de constituer une puissance interne aux gens eux-mêmes, capable de contraindre l'Etat (donc le pouvoir en place) à les prendre en compte et respecter leur volonté.

Ce qui, bien sûr, ne nous empêche pas de regarder de près ce qui se passe dans la politique étatique.

### **3) Travailler à une puissance des gens, autour de principes pour tous.**

Ne pas chercher le pouvoir ne signifie pas l'absence de possible pour la réalisation de principes pour tous (*par exemple les droits pour tous, le pays pour tous...*) et encore moins qu'il faudrait se résoudre à accepter la situation telle qu'elle est.

Travailler à la puissance réelle d'une politique du côté "*du pour tous*", de la prise en compte de chacun, débarrassée de la question du pouvoir et de l'obsession de l'Etat : ***voilà certainement une question qui nous est contemporaine et qu'il nous faut travailler en tant que telle.***

C'est un des points sur lesquels interroger les grands mouvements mondiaux actuels, et les processus possibles ici, tels que décrits plus haut, et dont nous donnons plusieurs exemples dans ce numéro.

Une puissance des gens nécessite de se rencontrer, de décider ensemble : dans ce cadre se crée un "*nous*", qui est sans cesse à redéfinir.

Ni parti, ni parole officielle d'organisation, mais ***tenir, dans un cadre collectif, le fait que chacun y parle en son nom.***

### **4) Savoir renverser les choses : partir de la vie des gens, de ce qui arrive et non de l'Etat.**

C'est là un point essentiel de rupture d'avec les séquences politiques précédentes (politiques révolutionnaires, de Parti etc...). C'est le point de départ de toute pensée/action, le point d'appui pour se constituer "*entre nous*", à partir de soi-même, et se libérer de la course au pouvoir. C'est ce qui permet à chacun de prendre sa place dans la collectivité, non la place que l'Etat lui assigne, mais celle que soi-même on se donne, celle aussi qu'on reconnaît aux autres, et qu'on occupe ensemble.

### **5) Ce n'est pas l'antagonisme à l'Etat, aux puissants qui peut être moteur de quoi que ce soit.**

Au contraire, on voit bien que les Etats cherchent à radicaliser rapidement dans l'antagonisme les mouvements qui se constituent. Or, quand il n'y a plus que l'antagonisme, il n'y a plus aucune distance à l'Etat possible : l'enjeu redevient l'Etat, avec les éternelles questions du pouvoir (*qui, quel parti, quels dirigeants...*); les questions réelles, de fond (*quelle pensée, quelle capacité, quelle puissance des gens eux-mêmes autour de principes pour tous*) sont délaissées.

A partir de ces 5 points, qu'il s'agit de mettre en travail dans des situations multiples, ***nous proposons à chacun de (re)trouver un rapport à ce qui se passe réellement dans ce pays***, à savoir ce qui arrive aux gens, et ce que chacun en pense et en fait.

On peut par exemple aller voir ce qui se passe dans les quartiers, se frotter au réel, dire ce qu'on pense dans telle ou telle situation, et trouver ses propres affirmations à partir de principes pour tous adaptées à la situation, en discuter avec d'autres et à partir de là, construire des processus ayant pour enjeu que la politique nouvelle, à distance de l'Etat, soit portée par les gens eux-mêmes.

Nous donnons plusieurs exemples de situations où ces processus sont amorcés et développés à des degrés divers, que ce soit pour développer les points d'affirmation (Pôle Emploi) ou pour les mettre en oeuvre ponctuellement (TO7) ou dans la durée (dossier logement).

***Il s'agit ainsi de décider de ce qui est important : les injonctions de l'Etat ou la vie des gens ? ; maintenir de vieux chemins politiques ou tenter d'en trouver de nouveaux, à distance de l'Etat, pour une puissance des gens autour de principes pour tous ?***

Jean-Louis

Le texte qui suit est une lettre ouverte faite par des habitants du quartier de la Reynerie à Toulouse qui se sont regroupés autour de l'affirmation "**Nous ne sommes pas de la poussière**". Ils ont proposé 2 rendez-vous :

1°) Lundi 24 Juin à 17h30 : rencontre, entre des personnes mal logées ou pas logées du tout et des personnes qui ne veulent pas partir, devant les 74 logements que la Mairie veut détruire.

2°) Le mercredi 26 Juin à 17h rendez vous devant la Mairie pour remettre ce courrier.

**Lettre ouverte au Maire de Toulouse, au Préfet, aux bailleurs sociaux, aux urbanistes du GPV :**

## **PARTIR OU RESTER : C'EST A NOUS DE DECIDER !**

En mai, la société Patrimoine a convoqué des locataires du 5A Auriacombe pour les informer de leur prochain déménagement (octobre), en raison "*de risques d'infiltration qui pourraient survenir suite à la démolition prévue d'une partie de la barre Gluck.*" !

Dans le même temps, des locataires de la partie de Gluck qui doit être démolie fin août sont toujours sans solution de relogement, et souhaiteraient leur maintien dans leur logement.

Face à cette situation, nous tenons à affirmer que :

- Non seulement la destruction d'une partie de la barre ne nous paraît pas justifiée, mais elle nous semble même irresponsable. Les responsables publics nous parlent d'utilité publique, laquelle ? Nous pensons que ces logements sont d'une grande utilité publique puisque aujourd'hui à Toulouse de nombreuses familles sont sans toit et ne demandent qu'à habiter de grands logements à loyers modérés.
- Nous ne sommes pas de la poussière qu'on déplace. Le but avoué de toutes ces manoeuvres est de "*changer la population du quartier*". Comprenez : faire partir les pauvres. Pour aller où ? Les relogements proposés sont loin, plus petits, plus chers. A la Reynerie, beaucoup sont des locataires de longue date (1971 pour les plus anciens), parfois âgés, il y a aussi des familles nombreuses. Pour les locataires des "Chalets", même si quelques-uns ont été relogés conformément à leurs demandes, beaucoup ont perdu plus qu'ils n'ont gagné, d'autres sont toujours là.
- Nous affirmons que c'est à nous de décider si nous souhaitons ou non déménager. Les "*décideurs*" du GPV ne comprennent pas qu'on puisse aimer vivre à la Reynerie. Pour nous, c'est là où nous avons créé des liens, c'est là où nous avons notre histoire, c'est là où nous savons trouver des amis en période de crise, pour garder les enfants, blaguer, etc... Et maintenant, la Reynerie est en ville. Nous savons aussi que nous ne sommes pas les bienvenus dans plusieurs quartiers périphériques où les habitants se mobilisent contre les logements sociaux (qui d'ailleurs sont trop chers pour nous en général).

***"Nous ne sommes pas de la poussière"***

---

## ***"Nous ne sommes pas de la poussière" : discussions, dénonciations, affirmations.***

---

*Les points qui suivent sont issus de discussions, que ce soit à quelques uns, ou en réunions, dans la rue, lors de rassemblements...*

*Il nous a semblé important de les redonner à tous.*

### ***1) Les mensonges des bailleurs.***

**C'EST UN PRÉTEXTE POUR NOUS CHASSER ET NOUS REMPLACER PAR D'AUTRES HABITANTS :**

« Nous, on a reçu un coup de téléphone pour nous dire de prendre rendez-vous "à propos de la rénovation des escaliers". Quand on y est allés, on a appris que c'était pour déménager d'ici octobre, parce que soi-disant la démolition de l'immeuble voisin risquait de provoquer des infiltrations, alors que dans l'autre partie de l'immeuble détruit, les habitants qui sont d'un autre bailleur restent ! Eux n'ont rien reçu, on ne leur demande pas de déménager alors que leurs logements sont dans le même immeuble que la partie détruite. »

« Maintenant, ils parlent de risque d'effondrement, et à d'autres, de ferrailles traversantes !

Mais ils ont dit qu'ils ne vont pas détruire notre partie, ils veulent juste nous remplacer par d'autres locataires. C'est ce qu'ils appellent "renouveler la population".»

« Hier c'était nous, maintenant, c'est vous, demain à qui le tour ? Ils veulent faire partir les pauvres et les familles nombreuses : ils ne construisent plus de grands

appartements maintenant. Avec 4 enfants, ils te proposent un petit T4 . Et les T5 d'ici, ils en font 2 T2 pour les étudiants. »

**C'EST DU CHANTAGE, DU HARCELEMENT :**

« J'étais le deuxième à passer, ils m'ont dit que tout le monde était d'accord pour déménager, sauf moi. Quand j'en ai discuté avec les voisins, il y a une seule famille d'accord !

Ils nous le disent à tous et quand on discute, on voit que c'est faux. »

« Ils nous proposent des logements qu'on ne peut pas visiter, ou qui ne correspondent pas à notre souhait parce qu'ils sont trop chers, ou trop petits (ou les deux) ou dans un quartier où on ne veut pas aller. Mais si on refuse, ils disent "Attention, c'est la dernière offre, si vous refusez, il faudra vous débrouiller tout seul". »

« Ils relancent sans arrêt, ils mettent la pression. Ils ont cessé d'entretenir les parties communes, et ils commencent à enlever des vitres, du carrelage... Du coup, ça devient dangereux pour les enfants. En fait ils essaient de nous rendre la vie invivable pour qu'on parte.

Ils ont fait ça à Marseille, dans le quartier de la République. »

## **2) La démolition, c'est un énorme gaspillage**

« Démolir de grands beaux appartements alors qu'il y a tant de gens à la rue, c'est inhumain. Et de plus, c'est un gaspillage énorme : démolir ça coûte très cher. Ils disent qu'ils reconstruisent sur le quartier un appartement pour deux appartements détruits : pour l'instant, on a vu beaucoup de démolitions, et très peu de reconstructions, et à des prix qui ne sont pas pour nous. »

« Pour nous, c'est aussi un gaspillage de nos vies. Ces gens ne réalisent pas qu'il y a des personnes âgées qui sont là depuis 40 ans, comme l'ancien concierge, et qui ne vont pas comme ça reconstruire un chez eux, des liens de voisinage, etc... Et pour beaucoup de familles, c'est pareil. Ici c'est notre quartier, on a nos repères, notre réseau d'entraide. Déménager, c'est quitter tout ça. »

« En plus, on a tous des emplois précaires, dans le bâtiment, les services, avec beaucoup d'intérim ; on a besoin d'être en ville, de pouvoir se déplacer facilement, parce que c'est là qu'est l'emploi, c'est là qu'il y a les boîtes d'intérim. »

« En période de crise comme maintenant, où la misère augmente, c'est criminel de détruire des logements salubres et spacieux .»

## **3) Nos affirmations :**

### **NOUS NE SOMMES PAS DE LA POUSSIÈRE :**

Nous sommes des personnes, des adultes, pas des grains de poussière qu'on déplace d'un coup de balai au gré des envies des urbanistes, des promoteurs, de la Mairie. Qu'est-ce que ça veut dire de faire déménager des gens qui vivent là depuis des années sans problème, qui paient leur loyer normalement, pour "*réhabiliter*" et mettre d'autres personnes à la place, pour "*relever la mixité sociale*" ?

Qu'est-ce que ça veut dire de loger des gens dans un immeuble parce que leur logement a été démolit et puis, 3 ans après, de leur dire de partir parce qu'on va démolir à nouveau leur immeuble, comme c'est le cas pour des locataires de Glück ?

L'argument de la mairie c'est "*il faut aérer le quartier, créer de la mixité*". Très bien, mais quand le quartier sera aéré, nous on n'y sera plus ; ce sera pour d'autres que nous.

Quant à la mixité, c'est un leurre. On sait très bien qu'il s'agit de faire partir les plus pauvres pour attirer une population plus aisée. On le voit clairement avec les travaux en cours pour transformer les plus grands appartements (T5/T6) en T2 ou T3, ou même en studios.

Nous remarquons aussi que des familles demandent depuis des années à changer d'appartement, soit parce que la famille s'est agrandie soit parce qu'elle s'est réduite et que cela leur est toujours refusé !

### **PARTIR OU RESTER, C'EST À NOUS DE DÉCIDER :**

Si des gens veulent déménager, c'est leur choix, ça correspond à une étape dans leur vie. Pour nous, nous voulons rester dans notre logement, dans notre quartier, pour un tas de raisons qui sont personnelles et variées.

Et qu'on ne vienne pas nous sortir l'argument de la délinquance ! Comme le disait Hafid, le responsable de la maison de quartier de Bagatelle : il y avait du trafic sous un porche, ils ont détruit le porche. Le trafic s'est déplacé sous le porche d'à côté ; ils ont détruit le porche d'à-côté, le trafic a repris sous un 3<sup>e</sup> porche... Depuis quand le bâti est-il cause de délinquance ? Il ne s'agit là que d'un prétexte pour déloger les habitants !

Nous connaissons le quartier, nous ne l'idéalisons pas, mais nous savons aussi que beaucoup de nos difficultés ne seront pas résolues par notre déménagement. Parfois même elles seront aggravées,

parce que dans beaucoup d'endroits nous ne serons pas bienvenus, parce que nous n'y retrouverons pas les solidarités familiales et amicales que nous avons tissées ici, et qui nous permettent de faire face dans les moments durs.

Nous avons créé ici, des relations sociales qui ont contribué à apaiser les tensions, cela aussi doit être pris en compte. Par exemple, **des gens qui ne sont pas touchés par les projet de destruction commencent à dire qu'ils veulent garder leurs voisins.**

Par notre mobilisation, par nos affirmations actuelles, nous contribuons aussi à changer le regard des autres habitants, du Mirail ou d'ailleurs, sur le quartier. Jusqu'à présent, peu de gens osaient dire qu'ils veulent y rester. Mais on a libéré cette parole et on l'entend maintenant dite par de plus en plus d'habitants .

#### IL FAUT UN MORATOIRE SUR LES DESTRUCTIONS D'IMMEUBLES SALUBRES :

Dans la barre Gluck, c'est plus de 70 logements qui vont être détruits, des logements que le directeur de l'office HLM Les Châlets, le bailleur, décrivait encore début Juin comme étant "parmi les plus fonctionnels et confortables construits ces dernières décennies".

Comment des responsables et élus en charge du logement social peuvent-ils justifier la destruction de tels appartements alors qu'il y a tant de gens à la rue, tant de familles logées dans des conditions indignes ?

Lors des 2 rassemblements qu'on a organisés le lundi 24 et le mercredi 26 juin, 32 familles, dont certaines avec 4 enfants, qui vivent dans des taudis, comme aux Castalides ou entassés à 6 dans un studio, sont venues rencontrer les habitants et se sont inscrites sur une liste de mal logés.

#### **Nous demandons un moratoire sur les destructions d'immeubles salubres et une véritable politique de logement des familles pauvres sur la ville.**

On nous parle de réquisitions, de transformer des immeubles administratifs en logements, etc.. Nous, nous disons : il y a là d'un côté des beaux appartements vides pour les familles, et de l'autre des familles sans logement décent. Détruire ces appartements, c'est criminel. C'est la vie des gens qui compte, et c'est maintenant que les familles ont besoin d'un appartement.

#### LE ROLE DES ELUS N'EST PAS DE DIRE AUX GENS COMMENT ILS DOIVENT VIVRE, MAIS DE TENIR COMPTE DES PERSONNES ET DE LEUR VOLONTE DANS LE CADRE DU BIEN COMMUN.

La mairie fait propagande sur la Reynerie en 2016 ! Nous nous parlons d'aujourd'hui, de maintenant. On nous parle du "bâti",

nous parlons d'humain, de vies réelles, de personnes réelles, pas de maquettes et de playmobils. On nous dit qu'il faut "aérer" le quartier, diversifier la population. En 2016, le quartier sera sûrement

aéré pour les promoteurs

et les logements privés, pour les employés de l'Oncopôle et d'ailleurs, mais nous, les habitants de maintenant, nous n'y serons plus. **L'air dont nous avons besoin, c'est l'oxygène du respect** ; le mépris des "décideurs" empoisonne les habitants.

#### 2 exemples :

Une dame se voit proposer un logement dans un quartier éloigné, qu'elle refuse. Réponse du bailleur : "*Mais de toute façon, ce sera bien mieux pour vos enfants !*" Que sait-il, lui, de ce qui est bien ou pas pour les enfants des locataires de

son agence ? Qu'est-ce qui l'autorise à parler comme ça à la maman ?

Autre exemple : une dame très âgée est déménagée de son appartement dans le cadre du relogement, elle doit occuper un logement plus petit dans une autre barre. Le déménagement se fait un vendredi matin, elle se retrouve à 11 heures au milieu des meubles et des cartons non déballés dans un appartement sans gaz ni électricité ! Impossible de se faire à manger, elle n'a pas les moyens d'installer les meubles, de tout défaire et tout ranger... Le responsable de l'agence, contacté, répond : *"Mais elle a un fils !"*.

Le mépris de ces gens est tel qu'ils se prennent à décider de ce qui est bien pour autrui, de comment on doit vivre, à donner des bons ou mauvais points aux parents et aux enfants...

Voilà pourquoi nous affirmons que nous ne sommes pas de la poussière, et qu'il n'est pas question de laisser ces gens ignorants décider de notre vie, nous déplacer comme

si on était des pions, nous dire ce qu'on doit faire et comment on doit vivre.

***Nous sommes nos propres décideurs***, et nous affirmons que le rôle des élus n'est pas de faire propagande pour nous déloger en nous expliquant que ce sera mieux pour nous, mais de nous écouter, d'écouter les familles à la rue ou mal logées, et de tenir compte de nous tous, de nos besoins, de notre volonté.

*Brigitte*

*Quelques liens :*

<http://www.ladepeche.fr/article/2013/06/27/1659716-glueck-pourquoi-ils-ne-veulent-pas-quitter-leurs-logements.html>

<http://www.ladepeche.fr/article/2013/06/24/1657077-reynerie-immeuble-gluck-ils-se-mobilisent-contre-la-demolition.html>

<http://www.20minutes.fr/toulouse/1179575-veulent-rester-reynerie>

<http://www.francebleu.fr/infos/logement/vu-d-ici-ces-habitants-de-la-barre-glueck-dans-le-quartier-de-la-reynerie-toulouse-qui-ne-veulent-pa-683232#>

<http://myreplay.tv/video/KDjtsaaJ-tit-le-jt-du-27062013>

<http://www.mirpod.com/podcast-player.php?6965/France-3-Toulouse-Journal-local-de&lang=fr>



## POUR SE RENCONTRER :

⇨ NOUS TENONS DES PERMANENCES JURIDIQUES  
TOUS LES LUNDIS DE 17H À 19H

⇨ DES REUNIONS REGULIERES SE TIENNENT LE SAMEDI

⇨ POUR PLUS D'INFOS NOUS JOINDRE AU : 06-13-06-94-62 OU  
NOUS ÉCRIRE À : [ouvriersgensdici@free.fr](mailto:ouvriersgensdici@free.fr)

⇨ SUR INTERNET, RETROUVEZ-NOUS SUR : <http://ouvriersgensdici.free.fr> ou  
<http://www.ouvriersgensdici.net>



---

## **TO7 DOIT RESTER UN LIEU OUVERT A TOUS !**

---

### **Les faits :**

On était avertis par des personnes venant à TO7 qu'il y avait beaucoup de contrôles. Certains étaient en colère parce qu'ils avaient été contrôlés à plusieurs reprises dans la semaine.

Pour nous, c'était extrêmement préoccupant. Nous avons appris que deux personnes au moins venant régulièrement à TO7 avaient été arrêtées, un a été expulsé.

Ca veut dire que les gens prenaient un risque en venant. A cause de ces contrôles, nous ne pouvions plus assumer notre mission première : accueillir tout le monde.

On a décidé de réagir, et c'est pour ça que ce jour-là, (mercredi 22 mai) on était là de bon matin, plus nombreux que d'habitude. On a disposé les tables et les chaises devant la véranda, pour le café du matin. Une personne est arrivée en avance pour le cours d'alpha, et il s'est assis pour attendre. Les policiers sont alors arrivés, et l'ont contrôlé. Bien sûr, on est immédiatement sortis et on a demandé des comptes, on a demandé à être contrôlés aussi, mais ils ont dit non. C'était ciblé, la recherche de sans-papiers. D'ailleurs c'était les policiers de la PAF, pas du tout ceux du commissariat de Bellefontaine.

On n'a rien pu faire sur le moment, et ils l'ont embarqué. On était en colère, avec un fort sentiment de frustration.

Mais on a de suite réagi, on a appelé la préfecture, les responsables publics, on a alerté les médias, les élus, la population ... on a fait un texte public qu'on a mis sur le site.

Dans l'après-midi, la personne a été relâchée. On a décidé de poursuivre la mobilisation et de demander un rendez-vous au préfet, en

appelant à un rassemblement devant la préfecture.

On a aussi modifié le planning pour que le débat du jeudi soit consacré à cette question.

### **Les contrôles créent de l'intranquillité :**

Lors du rassemblement on a été reçus par le Directeur du Cabinet du Préfet qui nous a assuré qu'il n'y a pas de politique du chiffre, donc pas de nombre de sans-papiers à arrêter et qu'il s'agissait d'un "hasard" si le contrôle s'est produit devant TO7. Les policiers de la PAF auraient pris notre local pour un "estaminet" ! Pourtant, dans la discussion lors de l'arrestation, nous avons bien signalé qu'il s'agit du local d'une association.

Par ailleurs, nous avons appris que la même chose s'est produite aux abords d'autres associations, comme le Secours Catholique, l'Ecluse, etc...

Quand on a posé la question du but de ces contrôles, il nous a répondu qu'il s'agit "d'assurer la sécurité des familles du quartier." En quoi le fait de contrôler les gens assure-t-il la sécurité des familles ? De plus, est-ce la mission de la PAF (Police aux Frontières) ?

Il est bien évident que c'est les sans-papiers qui sont visés. Il s'agit de les empêcher de se poser, d'avoir un point de chute. Ils font pareil avec les roms, dès qu'ils s'installent quelque part, ils cassent leurs campements, et les obligent à errer. C'est une forme de persécution.

Ces contrôles ne rassurent personne. Ils ne règlent rien des problèmes d'insécurité, ils ne créent aucune tranquillité, plutôt le contraire, ils créent de l'intranquillité : intranquillité pour les sans-papiers qui n'osent plus venir et sont

toujours dans la peur, mais aussi intranquillité pour les gens contrôlés, qui se voient toujours traités en suspects, et pour nous, les accueillants, qui ne pouvons plus assurer notre mission. A un moment, on a dû demander aux apprenants de l'alphabétisation de ne plus venir, parce qu'on craignait de les mettre en danger !

### ***TO7 : un lieu de liberté, un lieu d'égalité***

Sur la ville, TO7 est un des seuls lieux qui soit ouvert à tous. On ne demande rien : pas d'adhésion, pas de papiers... juste le prénom. Les gens nous donnent les infos qu'ils veulent, juste en fonction de leurs besoins administratifs, pour faire des demandes à la CAF, des dossiers Pôle Emploi, des CV, etc...

Le lieu a été ouvert il y a 30 ans maintenant, et il a toujours été respecté. Les gens y sont respectés et ils respectent le lieu. Il y a un esprit de convivialité, de solidarité, et d'échange. C'est un lieu de liberté, et c'est un lieu d'égalité : la personne qui vient est au même niveau que celle qui la reçoit. Il n'y a pas de professionnel, pas d'expert. On peut dire aux gens : ***"je ne sais pas, on va se renseigner et faire ensemble"***.

On n'est pas professionnel, mais on travaille en professionnel, parce qu'on fait très attention à ce qu'on fait, et qu'on veille à ne pas donner de mauvais conseil. Il ne s'agit surtout pas de mettre la personne encore plus dans l'embarras qu'elle ne l'est. On préfère s'adresser à des gens qui savent, orienter la personne vers d'autres plus compétents, que donner un mauvais conseil. On n'est pas des experts, mais grâce à cette ligne de conduite, en cherchant la bonne info auprès de la bonne personne, on a aidé bien des gens à éviter des bêtises.

TO7 c'est un lieu d'échange. On parle beaucoup avec les gens. On est un lieu ouvert,

où quelqu'un peut venir juste pour un sourire, pour un bonjour, pour une oreille. On aide aussi sur des points précis : l'emploi, la santé, les droits, l'alpha....

Il y a un vrai besoin. Pour l'alpha par exemple, le nombre de demandes explose. Alors qu'ici, on accueille essentiellement les personnes qui n'ont pas d'autre lieu où apprendre le français, qui ne peuvent pas aller dans les associations officielles.

On est aussi un lieu de rencontre, une institution dans le quartier. On est subventionnés, mais on est libres. Ici, la parole n'est pas contrôlée. Mais on veille à faire remonter la parole des accueillis, de ceux qu'on n'écoute pas. C'est un des buts des repas-débats.

On ne reçoit pas d'ordre de la préfecture, on suit notre ligne de conduite. Une seule fois, un article du 7 n'avait pas plu, et on a été convoqués illico à la préfecture. Mais on a laissé l'article. En même temps, on a un rôle essentiel, parce qu'on fait souvent office de médiateurs entre les personnes et les administrations, et on désamorce pas mal de conflits.

**C'est aussi pour ça qu'on a pu interpellé la préfecture sur la contradiction entre le contrôle et le fait qu'elle nous subventionne pour accueillir tout le monde.**

Même si le Directeur du Cabinet du Préfet nous a dit que ça n'a rien à voir avec la mobilisation, nous on pense qu'on a participé tous ensemble à sa libération.

A l'issue de la discussion, le Directeur du Cabinet s'est engagé à ce qu'il n'y ait plus de contrôle devant l'association. C'est un premier point. ***On a réagi immédiatement, publiquement, et on a pu stopper le processus.***

*Synthèse d'un entretien réalisé par Brigitte auprès de Loubna, Marcel et Mohamed*



---

***Lettre ouverte à tous les habitants de France :  
dans l'intérêt des enfants, il faut séparer la  
citoyenneté et la nationalité, il faut rétablir l'égalité  
entre tous les habitants du pays.***

---

Je m'adresse à vous, pour vous présenter une situation que de nombreuses familles à travers la France connaissent.

Ma compagne et moi sommes les heureux parents d'un enfant né au mois de janvier 2013. Je suis de nationalité française, ma compagne de nationalité non-française. Nous sommes, tous trois, des habitants de France. Dans le contexte du renouvellement du titre de séjour de ma compagne, la République Française a exigé, le mois suivant la naissance de notre fils, sa carte nationale d'identité et son certificat de nationalité. Bien sûr, aucun enfant âgé de 1 mois n'est en possession de ces documents. L'obtention du titre de séjour du parent non-français étant subordonnée à la reconnaissance du statut de l'enfant, nous avons été mis en demeure de prouver ma nationalité française et ma paternité.

**La République Française nous a traités en corps étrangers au pays. Or, nous sommes des habitants de France.**

Pour préparer la naissance de notre enfant, nous avons fourni à l'Etat civil tous les documents nécessaires à l'établissement d'un acte de reconnaissance de paternité anticipé, du livret de famille et de l'acte de naissance du bébé, et en particulier l'acte de naissance du père, et celui de de la mère.

A la naissance de notre enfant, l'Etat Civil nous a remis l'acte de naissance de notre fils ainsi que le livret de famille. **Vous devez savoir que lorsque vous ouvrez notre livret de famille, sa mère de nationalité non-française ne figure pas sur la page "mère ou épouse".** La loi républicaine ne la reconnaît pas car elle n'est pas française. N'est reconnue par la république que la mère de nationalité française ou l'épouse consignée sur l'acte de mariage. Le parent non-français n'existe pas pour la République Française. Toutefois, dans l'intérêt de l'enfant, l'Etat Civil se trouve contraint de mentionner l'existence de sa mère en bas de la page inscrivant l'enfant.

Donc lorsque vous ouvrez notre livret de famille, vous lisez à la page "mère ou épouse" : *"L'acte de naissance n'est pas détenu par les autorités françaises. De ce fait, son état civil ne peut être indiqué sur la page concernée. Nous vous demandons de bien vouloir laisser celle-ci sans inscription et sans rature"*. Comment une autorité française a-t-elle pu établir l'acte de naissance de notre fils alors qu'elle déclare ne pas détenir l'acte de naissance de sa mère? Acte de naissance que nous avons fourni à cette autorité française.

Lorsque je lui pose la question, l'agent de l'état civil me déclare que les autorités françaises ne

détiennent pas l'état civil de ma compagne non-française. Je n'entends cet argument et ne peux pas l'entendre. Je lui mets sous le nez l'acte de naissance de mon fils délivré par la même autorité sur lequel sont mentionnés les reports des actes de naissances de son père et de sa mère !

Je lui affirme que les autorités françaises détiennent l'acte de naissance de ma compagne. L'acte de naissance de notre enfant en constitue la preuve irréfutable. Devant mon insistance, je perçois la gêne grandissante de l'agent de l'état civil. La réponse officielle vient de s'effondrer.

Il m'explique que la loi interdit d'inscrire le parent non-français et me demande d'oublier l'acte de naissance de notre fils.

Je ne peux m'y résoudre. Pourquoi ne pas oublier mon fils et sa mère tant que nous y sommes ? Comment je vais expliquer à mon fils que pour les autorités françaises, il n'a pas de mère au simple motif que celle-ci n'est pas française ?

L'agent de l'état civil finira par m'exprimer son désaccord avec la loi républicaine en m'en confirmant le caractère sciemment discriminatoire.

Il m'explique, quand même, que l'on ne peut pas dire

aux gens que c'est parce qu'il n'est pas français que la loi interdit l'inscription d'un parent sur le livret de famille. L'état civil fait preuve de tact !

Nous, nous appelons ça : un mensonge ! Je lui ai répondu que le motif qui devrait être inscrit sur la page "mère ou épouse" est le suivant : *"La République Française interdit l'inscription sur le livret de famille du parent non-français du fait de sa nationalité"*.

**Nous constatons, à travers notre expérience du quotidien, une xénophobie républicaine que les autorités françaises sont incapables d'assumer.** Notre fils n'est donc pas à égalité avec les autres enfants. En refusant de reconnaître leurs parents tels qu'ils sont, la République Française bafoue l'intérêt commun des enfants !

Cela a des conséquences sur d'autres aspects de la vie quotidienne de la famille. Par exemple, pour faciliter les démarches, la CAF a préféré mettre notre dossier d'allocataires à mon seul nom de père français. Là, encore, ma compagne n'est pas reconnue. Pourtant, toutes nos démarches sont subordonnées à son titre de séjour. Nous vivons quelques cocasseries. Nous recevons des courriers au nom de Monsieur, lui demandant des pièces justificatives concernant son congé maternité. A croire que je l'ai fait tout seul cet enfant !

Notons aussi qu'il suffit d'un retard dans la délivrance du titre de séjour pour bloquer l'accès aux droits.

**Ainsi, le titre de séjour de ma compagne, mère d'enfant français, doit être délivré de plein droit selon le CESEDA.** Nous avons fourni à la préfecture toutes les pièces exigées.

Mais, malgré la légitimité de notre demande de titre de séjour, la préfecture de Haute-Garonne nous astreint à un contrôle de police où nous pointons tous les trois mois. Le titre de séjour n'est jamais édité. En effet, à chaque anniversaire d'expiration du récépissé, le service de retrait des titres de séjour nous convoque, exige de nouvelles pièces et même des pièces dont la

préfecture est déjà en possession.

Nous sommes traités en criminels. Pourtant nous n'avons tué personne ni braqué de banque. Un OPJ de **"l'unité de traitement d'enquête de la communauté de vie"(!)** est venu chez nous. Il s'est assis à notre table sans autorisation. Il s'est comporté comme chez lui. Je comprends mieux le vécu de ma défunte grand-mère quand les soldats allemands ou la milice s'installaient dans sa ferme pour la journée.

Que penseraient ses défunts cousins qui ont combattu le régime fasciste de Vichy ? Quelle est cette police qui entre chez nous et vient mettre en doute ma paternité ? Nous ne sommes plus libres. Désormais, la direction de la réglementation et des libertés publiques

décide de notre vie privée. Elle nous dit comment vivre et avec qui.

Ce matin, j'ai présenté nos certificats de nationalité française au guichet de la Préfecture pour nous faire entendre. L'agent préfectoral du guichet a refusé de les voir. Les autorités républicaines n'ont que faire de la nationalité française !

Ma colère est légitime. Elle est un reflet à la hauteur de la violence que nous inflige la République. Pourquoi s'acharne-t-elle à tout mettre en œuvre pour détruire notre famille ?

**Nous nous aimons. Nous bâtissons une famille. Nous n'avons eu besoin de l'autorisation de personne. Cette décision nous appartient.**

Nous réclamons à tous les habitants de France tels qu'ils sont, nationaux et non-nationaux, la Liberté, l'Égalité de tous les habitants de France, la séparation de la nationalité et de la citoyenneté, l'Égalité des enfants tels qu'ils sont, la reconnaissance de leurs parents tels qu'ils sont, dans l'intérêt commun des enfants.

Luc



---

## **Quelques pistes pour réfléchir la situation faite aux gens sans emploi**

---

*Le chômage sous toutes ses formes touche de plein fouet les habitants des quartiers populaires. Sur quelle réflexion, sur quelles affirmations s'appuyer pour faire face ?*

*Nous restituons ici les premières pistes élaborées lors d'une réunion de "ceux qui veulent le pays pour tous". Là encore, il ne s'agit pas de "recettes miracle", mais bien d'élaborer des principes et des axes de pensée/action à partir desquels intervenir dans le réel des situations, pour desserrer l'étau de la persécution et du mépris, et dégager un espace pour les gens.*

### **1) Dire la vérité sur Pôle Emploi :**

**Pôle emploi c'est pour rentabiliser les objectifs de l'état, ce n'est pas pour les gens.**

*Pierre* : Pour moi, je n'ai jamais trouvé du travail par Pôle Emploi. A chaque fois que je téléphonais pour une offre qu'ils m'envoyaient, c'était bidon, il y avait déjà quelqu'un. En fait ils attendent juste qu'on réponde à l'annonce, je n'ai jamais entendu parler de quelqu'un qui a trouvé du travail par Pôle Emploi.

*Mireille* : J'ai répondu à toutes les annonces de Pôle Emploi. Ils envoient l'annonce par SMS et moi j'expédie de suite le CV. Mais jamais aucune réponse. J'avais un suivi personnalisé à "Cap pour l'emploi", et une fois, la conseillère a téléphoné devant moi pour demander pourquoi ils ne m'avaient pas répondu . "Le poste est déjà occupé" ou encore "Elle ne correspondait pas au profil, on voulait quelqu'un de plus jeune, etc..." . Elle a dit "Mais ce n'était pas dans l'annonce". Elle était embêtée, et elle a fini par convenir que c'est de la discrimination. Mais elle ne l'a pas noté dans son rapport et tout a continué comme avant .

*Fellag* : Ils ne regardent pas si tu as une famille. Tu n'as pas de voiture, ils t'envoient à Cahors, Montauban.... Tant d'annonces refusées, tu perds les droits.

Parfois aussi ils t'envoient des annonces qui ne correspondent pas du tout. Par exemple, à l'époque je n'avais pas le permis, et je reçois une annonce pour un poste de manoeuvre à Montauban. Je suis allé voir la conseillère pour lui dire d'abord que je ne suis pas manoeuvre et ensuite que sans voiture

je ne peux pas aller sur les chantiers dans la campagne de Montauban. Elle a dit " *Ah oui, pourquoi on vous a envoyé ça ?* " Mais si je n'y étais pas allé, ils auraient dit " *une offre refusée* ".

Une autre fois j'ai reçu un mail le soir pour une formation le lendemain, en plus pour une qualification que j'ai déjà (cariste). Le mail était envoyé par l'organisme de formation, mais la lettre de Pôle Emploi, je l'ai reçue 3 jours après la formation ! Je l'ai gardée avec la date, pour prouver ma bonne foi, mais il faut toujours te justifier pour éviter d'être radié.

Pour moi, ils cherchent à piéger les gens.

*Mireille* : Pareil pour le titre de séjour : par exemple, s'il finit le 21, ils ne te laissent pas quelques jours pour le renouveler, le 21 tu es radié. Alors qu'à la préfecture, ça met du temps. Ils disent : "*Ce n'est pas moi, c'est le système.*"

**Mais le système ne fonctionne pas tout seul, c'est bien parce qu'il y a des gens qui rentrent la date, qui le font fonctionner, qui ne le remettent pas en question.**

Ils regardent l'ordinateur, et ils disent : "*Ah, le titre va bientôt être périmé, on ne peut pas vous faire une simulation de droits*". Quand on proteste, ils répondent "*Ecrivez pour demander l'ouverture de droits rétroactive*". On écrit, en recommandé, pas de réponse ! Ils renvoient à l'institution, et l'institution ne répond pas.

Il y a toujours une place pour un stagiaire, mais pas d'embauche. Ils savent que les entreprises ne recrutent pas mais ils envoient quand même les gens travailler gratuitement, ils entretiennent une filière de main d'oeuvre gratuite.

*Zoubida* : Quand tu rencontres le conseiller, son rôle c'est de taper le compte-rendu de tes recherches, ils te le font signer et au revoir. C'est à toi à te chercher les formations, à démarcher les employeurs etc...

*Fellag* : Il y a aussi la question des horaires : ils ferment à 3 heures, ils partent du principe que puisque tu ne travailles pas, tu es disponible. Mais souvent, on fait de l'intérim, on va voir des patrons, etc... Il faut parfois perdre une journée, ou même une mission pour aller à leur convocation. Il faut sans cesse renouveler l'inscription, refaire le dossier. Pôle emploi, c'est pour rentabiliser les objectifs de l'état, ce n'est pas pour les gens.

Par exemple, quand je me suis inscrit en février, j'étais en mission d'intérim qui se terminait le 2 mars. Le mois est débuté, donc, ils le comptent comme mois travaillé. Tu ajoutes 11 jours de

carence, résultat, tu ne peux pas remplir les feuilles ASSEDIC avant le 12 avril, et tu commences à toucher les indemnités en mai. 2 mois sans rien ! Comment on fait pour payer le loyer, nourrir la famille ? Il s'en foutent des gens.

*Asbah* : ils savent quand tu travailles, même si tu bosses à Paris. Mais eux, te trouver un travail, non !

*Marcel* : Avant, la recherche d'emploi par l'ANPE et l'indemnisation par l'ASSEDIC étaient séparées. Maintenant, ça fusionne dans Pôle Emploi, et la fonction principale de ce nouvel organisme c'est le contrôle et la radiation des chômeurs.

**Pôle Emploi, C'est une usine à mépris, pour radier les gens subjectivement, les culpabiliser.**

*Luc* : Ils ont des objectifs chiffrés : tant d'offres d'emploi à telle personne, et ils les envoient même si ça ne correspond pas. A mon avis, il s'agit en fait de radier le maximum de gens.

*Marcel* : Ca c'est les objectifs assignés aux employés, mais en vérité c'est une façon de "*prouver*" que les gens ne veulent pas travailler.

*Luc* : Sarkozy a annoncé la couleur : pour lui, les chômeurs sont des feignants et des fraudeurs et Pôle Emploi a été mis en place pour lutter "*contre ceux qui profitent du système*".

*Marcel* : On leur a aussi demandé comment ça se fait qu'ils envoient aux gens des annonces ne tenant pas compte de leur qualification. La réponse : "*Aujourd'hui, on est dans la mobilité, la qualification importe peu.*" Et la réalité, c'est que les gens sont régulièrement refusés parce qu'ils sont "*pas assez qualifiés*" ou "*trop qualifiés*" pour le poste. On a eu l'exemple d'une personne jugée "*trop qualifiée*" qui s'est entendu dire : "*Vous allez vous ennuyer*". Et au chômage, elle ne s'ennuie pas ? Elle a répondu "*Peut-être, mais je vais surtout manger*".

*Jean-Louis* : On passe de "*les gens subissent le chômage*" à "*c'est leur choix*". C'est le "*si on veut, on peut*" : si tu veux du travail, tu en as, à condition d'être mobile et flexible. Comme si ça se passait vraiment comme ça ! Ils ont gagné l'idée que le chômeur est une charge, "*en trop*". Les employés de Pôle Emploi, les chômeurs, tout le monde doit intérioriser cette idée que les

chômeurs seraient des gens "en trop". C'est nouveau. Dans les années 80, tous les candidats aux élections parlaient de résoudre la question du chômage, maintenant, on parle de "faire baisser la courbe du chômage", ce n'est pas du tout pareil. Il s'agit juste de statistiques à manipuler, pas d'une réalité pour les gens.

*Brigitte* : En même temps, il y a culpabilisation des chômeurs, et une impasse qui peut mener au désespoir. Les gens sont niés en tant que personnes, broyés par un système inhumain, et la seule possibilité qu'ils entrevoient pour finalement exister c'est le suicide "en direct". Et le traitement médiatique de ces suicides mène à dédouaner les employés au nom de l'institution et à renvoyer la faute à la personne : par exemple, "il n'arrivait pas à comprendre le règlement". Ça n'a rien à voir, le règlement était injuste, et la personne n'a pas trouvé d'autre façon de le dire.

Il faut dire que, tel qu'il fonctionne actuellement, Pôle emploi participe du mépris et de la persécution administrative des personnes sans emploi. Le rôle de Pôle emploi, c'est de trouver un emploi aux gens qui n'en ont pas, ce n'est pas de les persécuter, de les traiter en fraudeurs ou délinquants, mais au contraire de les soutenir dans leur recherche. **Il faut l'arrêt des persécutions administratives des chômeurs.**

## **2) Dissocier travail et emploi : "Je ne suis pas chômeuse, je suis Houria"**

*Marcel* : Jeudi soir, une jeune femme bénévole qui donne des cours de français et vient tous les jours pour l'accueil des gens nous a dit : "Je ne pourrai plus venir parce que j'ai trouvé du travail". Je lui ai dit "Non, tu as trouvé un emploi, un salaire. Parce que travailler, tu travailles déjà ici tous les jours." On n'existe pas que par l'emploi. Même sans emploi, j'ai une vie, j'existe.

*Luc* : Moi, quand le conseiller me demandait : "Vous cherchez toujours un emploi ?" je lui répondais : "Oui, c'est ça, je suis chercheur". "Chômeur", ce n'est pas un métier, ce n'est pas une définition de la personne, pas plus que malade ou jeune, ou vieux.... On n'est pas coupable de ne pas avoir d'emploi.

*Jean-Louis* : Le salaire ne suffit pas à donner une existence reconnue. Il faut arrêter de se focaliser sur l'objectif du plein emploi, de raconter qu'il suffit de vouloir etc.. Une partie de la jeunesse ne travaillera jamais dans un emploi salarié, parce que si on ne s'y habitue pas, à un certain âge, ce n'est plus possible. Pour autant ils ne font pas rien et doivent être pris en compte.

*Marcel* : Le travail salarié n'est pas le maximum de l'apport à la société : par exemple, la plupart des mamans du quartier doivent travailler maintenant, parce que les hommes n'ont plus de boulot stable dans le bâtiment, et qu'il y a une grosse demande dans le ménage et l'aide à la personne, où elles ont des heures, en général le soir. C'est une situation nouvelle, qui crée un déficit, un vide, par rapport à l'école et au quartier. La vie sociale y perd beaucoup.

*Zoubida* : Beaucoup de sans-papiers avaient honte de ne pas être en règle, et il fallu du temps avant de pouvoir affirmer que c'était à l'état d'avoir honte de la façon dont il nous traitait, et pas à nous d'avoir honte d'être maltraités. Pour les chômeurs c'est pareil, ils doivent se débarrasser de la honte, comprendre et affirmer que la vie des gens, leur place dans la société ne se résume pas à leur emploi. Comme disait une maman l'an dernier : « Je ne suis pas Chômeuse, je suis Houria ! »

Si de plus en plus de personnes commencent à s'affirmer comme ça, ça obligera tout un chacun à les prendre en compte pour elles-mêmes. C'est une façon de dire "Vous ne pouvez pas nous rayer comme ça. On est là, on existe, on fait partie du pays." C'est une façon de prendre sa place dans la société et d'obliger les autres à la reconnaître et à l'accepter. C'est ce qu'on a fait dans la bataille des sans-papiers, quand on s'est affirmés comme ouvriers et habitants du pays. Au bout du compte, même l'état a été obligé de reconnaître ce fait, et d'abandonner le terme de "clandestins" pour parler de nous.

Faire ça ne résout pas tout, mais ça donne de l'air et ça permet d'avancer. Comme disait Mohammed : "**On reste droit, on ne se laisse pas écraser**". Et ça, c'est une victoire.

*Propos recueillis par Brigitte*

## **"Rencontre pour penser l'aujourd'hui" du 20 juin : Prendre la place**

**"Prendre la Place"** : ce mot d'ordre circule dans le Monde et en Europe et donne lieu à des mouvements importants. De quoi est-il porteur ? **Et que nous dit-il à nous, pour ici et maintenant ?**

1) On peut y voir principalement une série d'émeutes ou de soulèvements plus profonds qui vont jusqu'à faire tomber des gouvernements (Tunisie, Egypte...). Soulèvements qui affirment (comme en Tunisie suite au suicide de Mohamed Bouazizi à Sidi Bouzid) que le mépris à l'encontre d'une partie de la population doit cesser.

2) On peut y voir une réponse de la masse des *"laissés pour compte"*, aux exhortations des puissants à se sacrifier en silence pour permettre à la bourgeoisie de se sortir très bien de la crise qu'elle a elle même créée. **Prendre la place** (comme à Madrid, Puerta del Sol) est alors sûrement un moyen pour beaucoup de sortir de ce silence imposé.

3) On peut y voir le désir et la nécessité de parler, de se rencontrer, de casser l'anonymat et l'indifférence, afin de **briser la paralysie dans laquelle la complexité de la situation actuelle peut nous plonger**. Il y a sûrement de tout cela Place Taksim, Place Tahir, Puerta del Sol etc...

**"Prendre la Place"** interroge aussi **SUR LA PLACE** qu'ont ou n'ont pas certains dans le pays. **Quelques exemples :**

- Le fait que le gouvernement pourchasse quotidiennement les Roms, considérés désormais comme des sous-hommes : les autorités n'ont pas eu un mot pour les familles après que certains soient morts brûlés dans leur campement parce qu'on leur a refusé un accueil décent. Cela ouvre les portes au pire : des gens se permettent de faire fuir les Roms de leur campement, d'autres y mettent le feu. Des élus reprennent ces actions à leur compte.
- Le fait que des lois spéciales, lois d'exception, permettent de rayer juridiquement des gens de la carte (*loi CESEDA contre les habitants qui n'ont pas la nationalité française mais vivent en France et participent du pays*) ;
- La persécution opérée par des polices spéciales (PAF) dont la mission est de traquer tout ce qui "ressemble à un étranger" (*dernier exemple avec des arrestations devant l'association d'accueil TO7 à Toulouse*) ;
- L'humiliation et le mépris des autorités (mairie, conseil général, préfecture) qui **veulent déloger de force** des habitants, malgré leur volonté déclarée de rester dans leur logement et dans leur quartier (*comme ce qui se passe actuellement à la Reynerie au Mirail*). Ce à quoi les gens concernés répondent en affirmant : *"Nous ne sommes pas de la poussière ; partir ou rester, c'est à nous de décider"*.

**A l'heure où les Etats (quels que soient les gouvernements) fondent leur politique et leur propagande sur le fait qu'il n'y aurait plus de place pour tous, donc plus de droits et plus de respect pour tous, il est logique que la question de la place, CELLE QUI EST DENIEE A CERTAINS, devienne une question centrale d'aujourd'hui. Question posée à quiconque s'intéresse à ce qui arrive réellement dans le pays, au sort qui est fait à une partie des habitants, et à CE QU'IL EST POSSIBLE D'ENONCER ET DE METTRE EN ACTION.**

**Prendre la place, cela peut être une façon d'affirmer sa propre existence, et de signifier que tous, donc chacun, doit être pris en compte, reconnu, respecté. Il s'agit de droits pour tous, de dignité et de refus du mépris.**